

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Régimes, partis politiques, idéologies (France) > **Le macronisme est un autoritarisme - « Un projet de société global »**

Le macronisme est un autoritarisme - « Un projet de société global »

samedi 5 août 2017 (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2017).

Trois mois après le premier tour de l'élection présidentielle, on y voit désormais plus clair quant aux modalités d'exercice du pouvoir à la sauce Macron, à propos desquelles il avait maintenu un certain flou durant sa campagne, à grands renforts de « et en même temps ».

Si les premières mesures de Macron et de son gouvernement ont donné le ton concernant les orientations générales du nouveau président et de sa majorité, d'autres décisions annoncent la couleur au sujet du type de pouvoir que Macron entend construire.

Concentration des pouvoirs

Depuis son élection, Emmanuel Macron organise une concentration des pouvoirs qui, si elle est grandement facilitée par la nature même des institutions de la 5^e République, n'en prend pas moins des formes inédites. L'épisode des investitures d'En marche pour les élections législatives a été l'un des premiers révélateurs de cette « méthode Macron ». Les futurs députéEs ont en effet été recrutés sur CV, après un appel à candidatures, par une « commission » composée de proches de Macron, soit une méthode à peu près similaire à celles employées dans les grandes entreprises privées. Un mimétisme qui ne surprend guère lorsque l'on connaît le pedigree de Macron et de son entourage, mais dont la portée politique est loin d'être anodine.

Ce n'est certes pas la première fois que des partis politiques importent des techniques du privé. Toutefois, cette présélection des députéEs ne peut être réduite à un simple phénomène d'importation de ces méthodes. En effet, du fait de ce processus de « recrutement », la légitimité des députéEs macronistes ne vient pas de leur éventuelle base locale ou d'un parti qui les aurait investis, mais de leur « sélection », d'en haut, par l'entourage de Macron. Des « sélectionneurs » qui sont majoritairement des technocrates sans implantation politique, appelés à être conseillers de l'Élysée, membres des cabinets des ministres, voire ministres. En d'autres termes, c'est le futur exécutif qui a sélectionné à l'avance le futur législatif.

Macron, un libéral-autoritaire

Autre innovation avec la réduction considérable de la taille des cabinets ministériels (dix collaborateurs au maximum par ministre), que l'Élysée justifie par une volonté d'accorder une plus grande place aux administrations et donc aux hauts fonctionnaires qui, fait nouveau, participeront aux réunions avec les ministres et seront associés aux discussions budgétaires. Un pas de plus dans la technocratisation, qui se double de la volonté affichée de Macron d'« évaluer » près de 200 hauts fonctionnaires pour s'assurer de leur loyauté et, le cas échéant, de ne pas les renouveler. Il s'agit donc, dans un double mouvement, de renforcer le poids de la technocratie d'État tout en renforçant le contrôle de l'exécutif sur les technocrates.

À propos de l'élection de Macron, Alain Badiou évoquait récemment un « coup d'État

démocratique ». Une formule paradoxale mais pertinente, confirmée par la posture « libérale--autoritaire » du nouveau président qui, sous couvert de « modernisation » et de « rationalisation », vocable typique de la novlangue libérale, se donne les moyens institutionnels d'un exercice du pouvoir hyper concentré et ne tolérant aucune remise en question. Le récent épisode du « recadrage » du chef d'état-major Pierre de Villiers, qui a conduit à la démission de celui-ci, illustre cette tendance : le conflit n'avait pas pour racine les moyens attribués à l'armée (puisque Macron a fini par céder) mais la volonté de Macron d'affirmer publiquement son autorité.

Une main de fer dans un gant d'acier chromé

L'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun et les postures martiales de Macron lors de ses premières rencontres internationales ne sont pas des accidents. L'autoritarisme est une composante du macronisme, dont les projets d'adaptation brutale des structures économiques et sociales françaises aux nouvelles configurations du capitalisme mondialisé passent par une caporalisation de la société, une marginalisation des corps intermédiaires et une mise sous tutelle des contre-pouvoirs. Macron, c'est une main de fer dans un gant d'acier chromé, et les artifices communicationnels du président ont déjà fait long feu, comme le montrent les critiques de plus en plus nombreuses venues d'éditorialistes rapidement revenus de leur Macron-béatitude.

À la tête d'un exécutif mal élu et disposant d'une base sociale particulièrement réduite, le manager Macron et ses chefs d'équipe, pour la plupart issus de la « nouvelle économie » et des grandes écoles de commerce, entendent exercer le pouvoir comme s'ils administraient une start-up ou un cabinet d'avocats de Wall Street : une vitrine décontractée et moderne, mais une gestion brutale et autoritaire des « ressources humaines ». Le macronisme n'est pas seulement une nouvelle étape de la contre-révolution libérale, mais bien un projet de société global auquel il est indispensable, au-delà des nécessaires résistances, d'opposer un contre-modèle social, économique, écologique et - démocratique tout aussi global.

Julien Salingue

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 394 (27/07/2017). Mardi 1 août 2017, mise à jour Mardi 1 août 2017, 12:57 :

<https://npa2009.org/actualite/politique/le-macronisme-est-un-autoritarisme>